

L'OUVRIER METALLURGISTE

Organe mensuel de la Fédération Française
des Syndicats de la Métallurgie et Parties similaires

Rédaction-Administration : 28, Place Saint-Georges, PARIS (IX^e) — Téléph. : TRUDAINE 52-20

EN MARGE DU CONGRÈS DES MÉTAUX

*Lorsque l'unité n'est pas
totale, ni l'union véritable*

Nous n'avons pas l'habitude de nous mêler des affaires des... autres et si, aujourd'hui, nous croyons devoir jeter un regard sur le récent Congrès de la Fédération des Métaux, c'est moins pour nous livrer à des critiques négatives sur les débats qui s'y sont déroulés, que pour y trouver la confirmation de notre thèse sur les moyens et sur les méthodes par et avec lesquelles nous entendons réaliser l'unité ouvrière.

Notre Fédération n'est pas un organisme concurrent de celui de la C.G.T., il est l'expression libre de la libre volonté d'ouvriers métallurgistes qui entendent user des droits de libre association inscrits dans notre législation.

L'UNITE OUVRIERE est un rêve qui a hanté et hante encore le cerveau de nombreux militants, dès les premiers mois de l'année 35, un peu avant le Congrès de Toulouse, où fut, une nouvelle fois, consacrée l'unité organique du mouvement ouvrier cégétiste, DES OFFRES D'UNITE NOUS ETAIENT FAITES PAR LA FEDERATION DES METAUX.

Si notre réponse fut négative, elle se fonda sur le fait même de ce rassemblement syndical, dont les caractéristiques nous apparaissaient davantage relever DE LA COALITION QUE DE L'UNION.

Avions-nous tort ? et notre réponse ne tenait-elle pas davantage d'un état d'esprit partisan que d'une compréhension réelle des nécessités du mouvement ouvrier ? Ainsi, devrions-nous nous interroger si nous n'avions pas toujours eu le souci de faire que L'UNITE OUVRIERE SERVE D'ABORD ET AVANT TOUT LES TRAVAILLEURS, leurs intérêts légitimes, la réalisation de leurs aspirations, notamment leur libération de certaines tutelles économiques par lesquelles le grand patronat leur impose une volonté à certaines heures, par trop discrétionnaire.

Les faits attestent qu'en toutes circonstances, nous avons su, dans l'action même, MONTRER NOTRE SENS DE L'UNITE OUVRIERE, pour cela il n'est que de rappeler notre participation à certain cartel syndical, notamment à Trith-St-Léger, où unitaires, confédérés et syndiqués libres s'opposaient en commun à une injuste baisse de salaires, à Saint-Chamond où le personnel des F.A.M. s'était dressé contre certaines méthodes d'organisation intérieure portant atteinte à sa dignité.

Ceci nous habilite pour faire certaines remarques quant à l'efficacité des formules d'unité par lesquelles on a ENREGIMENTE PLUS QU'ON NE LES A UNIES, certaines fractions d'ouvriers métallurgistes. Pour cela, il n'est que de lire dans la presse syndicale cégétiste le compte rendu des séances du Congrès des Métaux de décembre dernier.

La discussion sur le rapport moral, qu'a commenté Ambroise CROIZAT, Secrétaire général, et député communiste du quartier de Plaisance, dans le 15^e arrondissement de Paris, est ouverte et déjà SCHWOB (Moselle) croit devoir marquer : « Qu'aucune tendance ne cherche à prendre la prépondérance à l'intérieur des organisations », et voici le camarade ROY, Secrétaire fédéral, qui, après avoir réclamé pour tout adhérent, le droit de s'expliquer totalement, déclare :

« Si nous voulons être forts, il est indispensable de faire cesser certaines méthodes au sein même de la Fédération » et un peu plus loin... — « Une Unité totale, une UNION VERITABLE (tiens, tiens, mais si elle n'est ni totale ni véritable, qu'est-elle alors ?) veut qu'on cesse les procédés de dénigrement à l'égard des militants qui ont une opinion sur certains points divergents de celle de la MAJORITE », de mieux en mieux !

Puis, il voudrait qu'il n'y ait rien de réel dans les accusations d'entraves à la liberté syndicale... Comment ! à l'intérieur de cette unité « qui n'est ni totale, ni véritable »

l'action syndicale serait-elle encore domestiquée, sans doute par les... colons ?

Enfin, il dira que, selon lui, ce qui est grave, c'est quand il y a COOPERATION DES MOTS D'ORDRE POLITIQUE ET SYNDICAUX.

Et si le 30 novembre des mots d'ordre, autres que les mots d'ordre syndicaux, n'avaient pas été... MÉLANGÉS à la grève, on n'aurait pas permis à M. DALADIER de dire que notre mouvement avait un caractère politique.

Notons aussi, parmi les interventions, celle de BARDOLLET (Dijon), qui, après avoir constaté le décès du front populaire, se demande comment le ressusciter, et avec quel programme (et comme il ne doute de rien), il va se répondre à lui-même : « Pas en renouvelant les mêmes erreurs, en tout cas. » Merci pour lui... et il aborde le sujet des sujets : « L'indépendance syndicale ».

« Les reproches faits à ROY pour son activité hors de la Fédération doivent, dans ce cas, être adressés à d'autres camarades qui ont, aussi, une double activité... »

Nous finirons par tout savoir.

Enfin, Charrière, le spécialiste des questions aéronautiques, viendra dire qu'il faut, pour faire échec aux manœuvres gouvernementales qui portent atteinte aux avantages acquis, « Défendre l'indépendance du Syndicalisme pour faire un Syndicalisme puissant qui, pour cela même, DOIT ÊTRE INDÉPENDANT DU GOUVERNEMENT ET DU PATRONAT » : tiens ! comme on se rencontre, nous n'avons jamais dit autre chose.

Somme toute on pourrait, à la rigueur, estimer qu'il s'agit surtout de manifestations oratoires si des faits marquants ne nous obligeaient à conclure qu'en fait d'UNITE, il s'agit surtout pour la majorité communiste d'imposer ses méthodes, c'est-à-dire, tout subordonner au parti en mettant au pas les opposants et cela par tous les moyens. C'est ainsi que « pour faciliter les travaux du Congrès, nous dit « L'Humanité », nous les votes furent acquis à mains levées » et « Syndicats » de répondre quelques jours plus tard : « A mains le-

vées on repère mieux les opposants. »

Et c'est la « Vie Ouvrière » qui parle maintenant de la haute tenue morale de notre Congrès. Comme ce... notre... est suggestif si on considère la... tendance de l'hebdomadaire précité, « ex organe unitaire ».

Mais voici mieux. GAUTHIER, ex-unitaire (Région Parisienne), après avoir montré les réalisations de son Syndicat, propose innocemment une modification des Statuts concernant le vote des syndicats, mais CHEVALME (ex-confédéré) veillait, il fera remarquer que cette proposition donnerait au seul Syndicat de la région parisienne le tiers des voix et que SIX syndicats importants pourraient ainsi avoir dans un Congrès la majorité absolue.

Enfin, nous arrivons à l'élection des organismes directeurs de la Fédération pour constater « qu'un accord n'a pu se faire au sein de la Commission des candidatures », les listes dressées par GAUTHIER excluant du Bureau : JOUVANCE, KLEIN et LEMISE, ayant été acceptées par le Congrès. CHEVALME, ROY, DUPAQUER et leurs amis, nous dit « Le Peuple » du 12 décembre, démissionnent pour marquer leur solidarité avec les camarades non élus. Ce « non-réglé » fait vraiment bien lorsque, quelques lignes plus haut, on nous dit qu'ils ont, purement et simplement, été exclus.

Cependant, tout finit par s'arranger, les exclus étant réintégrés dans leurs fonctions, les démissionnaires reviennent sur leur décision, et l'UNITE sera, une fois encore sauvée.

Nous nous excusons de cette longue citation, mais elle nous paraît capitale, en ce sens qu'elle montre l'état de paralysie qui atteint le mouvement syndical cégétiste et le préjudice considérable causé à la classe ouvrière par cette maladie incurable qui réapparaît périodiquement. Malgré les clameurs des guérisseurs, vantant leur drogue, nous pouvons conclure avec les faits : L'UNITE ORGANIQUE, c'est l'OPIMUM DU SYNDICALISME !

Jacques-Marie.

LA PRODUCTION MÉTALLURGIQUE

Information économique

Le travailleur a le souci très légitime de se renseigner sur sa profession.

Quoi qu'en disent certains, la classe ouvrière n'a pas seulement des préoccupations de salaire. Elle contient une élite qui veut être capable de connaître à chaque moment la situation économique de la branche de production où elle se trouve engagée ; c'est un souci hautement louable de la part du travailleur manuel que celui de savoir ce que l'on fait du produit de ses mains.

Le patronat répond bien mal à ces préoccupations. Dans certaines entreprises on cherche à intéresser la main-d'œuvre aux efforts de la direction, efforts de publicité, par exemple. Mais quant aux résultats, on se retranche à peu près partout derrière un secret professionnel qui bien souvent ne répond plus à rien puisque les commandes sont réparties par entente entre les divers concurrents. Pourtant, jamais une véritable collaboration ne naîtra entre ceux qui participent ensemble à la production, si elle ne repose pas sur une information mutuelle. Pas d'entente féconde sans connaissance et confiance mutuelle : c'est une idée qui commence à se faire jour, même dans certains milieux patronaux.

Mais en attendant qu'elle se réalise, et pour en préparer la réalisation, on essaiera ici de suppléer dans la mesure du possible à la bonne volonté des maîtres de l'éco-

nomie et d'utiliser au mieux ce qu'ils veulent bien confier au public.

LA MÉTALLURGIE DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE

D'abord il faut situer la métallurgie dans l'ensemble du travail productif de la nation. On sait que pour aller du producteur au consommateur, les matières premières, qu'elles soient tirées de la mine ou bien récoltées sur le sol, passent par une série de stades successifs de transformation. Par exemple le blé va du cultivateur au meunier, du meunier au boulanger, puis au consommateur. Il est d'un grand intérêt pour l'étude de la situation économique d'une profession, de distinguer à quel étage elle se situe dans la fabrication des produits.

La métallurgie, englobant toutes les professions qui se livrent à la préparation et au travail des métaux, se situe à un étage élevé, en général, c'est-à-dire assez loin du consommateur. Il y a naturellement des exceptions très importantes, par exemple l'industrie automobile qui livre directement ses produits au consommateur. Mais la fonderie, l'acierie fabriquent en grande quantité des produits qui ne sont que des matériaux pour d'autres professions, par exemple des tôles, des poutrelles pour la construction navale, la construction métallique. De plus, parmi les professions qui reçoivent ces matériaux bruts, beau-

L'Assemblée d'information des Agents de maîtrise de la Métallurgie

Le Conseil du Syndicat général des Agents de Maîtrise de la Métallurgie avait décidé, lors de sa réunion du 10 novembre, de tenir au plus tôt une assemblée d'information qui semblait s'imposer après les événements auxquels nos adhérents venaient d'être mêlés.

Cette réunion, à laquelle un grand nombre d'adhérents assistaient, eut lieu le samedi 10 décembre, 23, place Saint-Georges, sous la présidence de : Henri Galtier, président du Syndicat.

« Celui-ci souhaite la bienvenue aux présents, les félicite de leur esprit syndical et faisant allusion à la grève du 30 novembre, déclare : « Le contact permanent que nous avons tenu avec nos organismes centraux, l'appui moral que nous avons trouvé auprès de certains sympathisants, voire des pouvoirs publics, nous ont permis de faire une action toute à l'honneur de notre syndicat. »

« Vous avez senti, comme nous, le danger d'une agitation sociale en marge de la légalité à laquelle nous tenons et qui, dans la sphère dirigeante de la confédération d'ou est parti l'ordre de grève, faisait conclure par un membre très influent de cette confédération : « Nous avons pris un marteau-pilon pour écraser une puce ! »

« Je ne saurais mieux définir le mouvement auquel il est fait allusion.

« Ainsi que le disait un militant ouvrier cégétiste, dont il me plaît de citer les paroles : « J'ai fait toutes les grèves depuis 25 ans, mais toutes les fois que j'ai fait grève, j'avais quelque chose à réclamer à mon patron. Il faut que tout mouvement social soit justifié, dans le cadre syndical, par une revendication professionnelle. »

(Lire la suite en 2^e page.)

EN MOSELLE

“Augmentation” des salaires dans la sidérurgie

LES FAITS

Par lettre du 29 novembre 1938, nous avons demandé à l'Association des Maîtres de Forges de bien vouloir consentir à un rajustement des salaires de 5,27 p. 100 au « bénéfice » des ouvriers de la sidérurgie.

L'indice officiel du coût de la vie du mois de novembre accusait, 5,27 p. 100 pour notre département. Notre demande était donc fondée.

Dans sa réponse, l'organisation patronale a cru devoir nous rendre attentifs sur les dispositions du décret du 24 novembre 1938, relatif à la constatation du coût de la vie, suivant lequel les indices calculés par les Commissions départementales du coût de la vie ne pourront être utilisés à l'application de la loi du 4 mars 1938 sur la procédure de conciliation et d'arbitrage qu'après leur publication au Recueil des Actes Administratifs. Il était par conséquent trop tôt, à l'avis des patrons, pour effectuer une demande d'augmentation de salaires.

Dès publication au Recueil des Actes Administratifs, par la Préfec-

ture, de l'indice du coût de la vie, déterminé par la Commission départementale, nous sommes intervenus une seconde fois auprès de l'Association des Maîtres de Forges, pour demander la suite qui avait été réservée à notre lettre du 29 novembre demandant de procéder à un rajustement des salaires. Les dispositions du décret du 24 novembre étant réalisées, pourrions-nous attendre une réponse.

Pourquoi ?

Voici !... La C. G. T., à la date du 19 décembre 1938 a également demandé une augmentation de salaire de 5 p. 100 pour les ouvriers des Etablissements sidérurgiques de la Moselle.

Après avoir reconnu que les conditions légales étaient remplies pour justifier une augmentation des salaires, l'organisation patronale a proposé à l'organisation ouvrière la plus « représentative » d'accepter le projet de convention signé le 21 décembre 1938 entre les représentants de l'Association Minière, d'une part, et les délégués de la Fédération des ouvriers mineurs d'autre part, soit une augmentation de 3 p. 100 des salaires, plus une majoration des allocations familiales correspondant à un relèvement global de 2 p. 100 de la masse des salaires à partir du 1^{er} janvier 1939.

LE CONFLIT

La C. G. T. n'a pas accepté cette proposition et a fait appel à la Commission départementale de conciliation, qui s'est réunie le vendredi 13 janvier 1939 à la Préfecture, pour examiner le conflit, en cours.

Les deux parties en présence n'ayant pu se mettre d'accord, sur la recommandation de la commission de conciliation, le conflit est soumis à l'arbitrage.

Il ne nous reste plus qu'à attendre la décision des arbitres ou éventuellement la sentence surarbitrale, en espérant que ces derniers sauront faire diligence et trouver une solution qui ne puisse décevoir nos métallos.

Les syndicalistes chrétiens qui connaissent de très près la dure réalité de la vie toujours plus chère qui continue sa course ascendante en rognant tous les jours davantage le pouvoir d'achat de leur salaire, constatent avec mauvaise humeur, la lenteur qui préside à l'application d'une augmentation de salaire, cependant amplement justifiée et reconnue.

Devant la débâcle — autre réalité fâcheuse — des adhérents de l'organisation ouvrière adverse, nous le disons une fois de plus : Les difficultés de la classe ouvrière seront à la mesure de son inorganisation.

Une seule conclusion s'impose : Tous les ouvriers doivent s'organiser dans un syndicat vraiment indépendant, restant uniquement sur le terrain de la profession, possédant un plan de rénovation, de reconstruction sociale.

Ce syndicat existe, des centaines d'adhésions le prouvent quotidiennement, c'est la C.F.T.C.

A. Q.

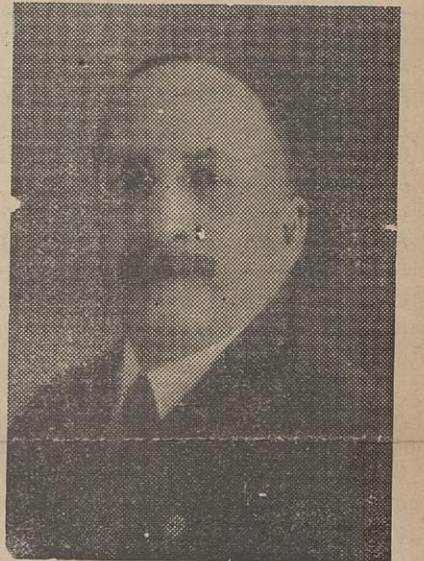
Trente ans de service

Gaston TESSIER

*a bien mérité
de la classe
ouvrière*

Le 15 janvier dernier, la C.F.T.C. tenait son premier Comité National de l'année et celui-ci était marqué par un événement que nous nous en voudrions de ne point signaler.

Le Secrétaire général de notre Confédération, Gaston Tessier, entrant dans sa 31^e année de permanence syndical, était l'objet d'une manifestation de reconnaissance qu'inspirait l'amitié des anciens et des jeunes pour le dévouement et l'abnégation avec lesquels il s'est dépensé au service du mouvement syndical chrétien.



Dans les années qui ont précédé sa nomination au Secrétariat confédéral, Gaston Tessier fut Secrétaire général des Syndicats Ouvriers de la Région Parisienne ; c'est à ce titre que notre Fédération Ouvrière, par la voix de son organe fédéral, entend s'associer plus particulièrement à la manifestation du Comité National et assurer celui qui fut un des meilleurs artisans de la création et du développement des Syndicats Ouvriers, au sein de la C.F.T.C., de sa reconnaissance pour l'appui décisif, qu'en maintes circonstances, il leur a apporté.

FIN DE JOURNÉE

C'est, avec l'année qui commence, des sacrifices nouveaux qu'on vous demande, mes camarades. C'est encore à vous de payer l'erreur des autres, à vous qu'on s'adresse pour refaire des finances désorientées. Payeurs éternels des mauvais conseillers qui foisonnent chez nous et peuvent, sans vergogne, accomplir leur lâche besogne, vous continuerez de payer quand d'autres continueront de prodiguer leurs conseils.

Mais ce sera, aux soirs de paye, un peu d'argent en moins qui rentrera à la maison. Quinze francs, vingt francs, trente francs qu'est-ce que c'est, en vérité, pour ceux qu'un sort plus favorable et plus injuste autorise à en dépenser dix fois plus, vingt fois plus dans le temps d'une nuit de plaisir ?

Moi je pense au miracle qu'il vous faudra, ô femmes de nos ouvriers, renouveler. Car c'est une somme pour vous que quinze ou vingt ou trente francs. C'est une blouse pour le garçon, une robe pour la fille, pour l'un et pour l'autre, c'est le tout commencement d'une paire de chaussures. Il n'est pas question de luxe ni de superflu qu'on pourrait acheter avec cela, mais d'un nécessaire très strict dont il faudra différer l'achat.

La blouse ira jusqu'à Pâques, et la robe aussi. Le papa ressemblera une nouvelle fois les pe-

lits souliers. Car avant tout, il faut manger. Heureux encore êtes-vous, mes camarades, si la maladie, grande mangeuse de l'argent familial ne vous a point visités.

Alors, comme nos pères, comme nos frères, faudra-t-il que vous viviez toujours cette existence aléatoire dont les lendemains ne seront jamais assurés ? Vous qui portez en vos mains la possibilité de vivre, devrez-vous continuellement attendre des jours plus propices qui ne viendront jamais ?

Oh ! je sais votre courage plus beau que tous les héros, parce qu'il est quotidien. Vous avez du moins cette foi, que vos enfants ignoreront au jour de la relève, votre misère. Vous avez cette foi que leur avenir sera meilleur, puisque votre présent est une lutte continuelle dont peut-être votre génération ne sortira pas victorieuse.

Puisse notre espérance un jour se réaliser ? et puissent nos enfants vivre mieux parce que leurs pères auront lutté davantage, sinon pour eux-mêmes du moins pour ceux-là qui reprendront l'outil.

En attendant, il faut tout de même vivre.

Oh ! surtout qu'on ne vienne pas nous dire qu'un devoir s'impose à la classe ouvrière, que lui est dévolue la gloire de sauver le pays du marasme. Elle sait mieux que quiconque le sens de son devoir. Elle n'a de leçon, là-dessus, à recevoir de personne.

La classe ouvrière, dont on pardonne difficilement les erreurs qu'elle a pu commettre, a toujours, en dépit de ses fautes (qui donc est sans péché ?) su faire tout son devoir envers la Nation.

Aux heures graves de tous les temps, elle était au pied de ses machines prête à tous les sacrifices. Elle ne les a qu'illuminés que pour les champs de bataille. Elle y a laissé les meilleurs parmi les siens. En septembre dernier, ceux du fascicule 3 sont repartis sans enthousiasme, mais sans lâcheté. Je les ai vus, dans la cour de la gare de l'Est. Qu'ils étaient nombreux, ceux de la classe ouvrière !

Maintenant on leur demande — je m'excuse — maintenant on leur impose une nouvelle charge. On dit qu'elle est nécessaire pour sauver le pays menacé de banqueroute. C'est un peu comme si l'on demandait à Jean de payer les dettes de Pierre.

Ce ne sont pas les ouvriers qui ont fait les dettes. Ce ne sont pas eux qui ont vidé les caisses. Pourquoi donc se retourner vers eux et leur dire avec autorité : Payez.

Bien sûr qu'ils paieront. Le moyen, s'il vous plaît de faire autrement ? Le fisc est un bonhomme implacable. Et si les grands banqueroutiers, et si les matras-escrocs bénéficient, dans leurs procès, de délais qui leur permettent de faire de nouvelles dupes, le fisc est impitoyable pour l'humble qui ne peut pas, qui ne peut plus payer. Ce sera la honte de notre temps que cette injuste mesure à l'égard de ceux qui n'ont rien.

A VIRE, ÇA CONTINUE...

En 1936, s'installait à Vire une Société métallurgique avec le dessein de régler, selon sa fantaisie, ses relations avec le personnel, qu'elle emploierait, heureusement pour le personnel, le Syndicalisme chrétien veillait et grâce à l'intelligente action de militants dévoués, les droits essentiels des travailleurs ont été sauvegardés et défendus lorsqu'il a fallu assurer cette défense.

C'est ainsi qu'à la suite de démissions dans les délégués du personnel, la Direction procédait à de nouvelles élections ; l'organisation de celles-ci était faite dans de telles conditions d'irrégularité, qu'une intervention directe de notre part s'imposait.

La Direction ayant passé outre et fait voter, notamment, des ouvriers ayant moins de 21 ans, malgré de faire procéder à des votes séparés pour les délégués titulaires et pour les délégués suppléants et tenu aucun compte des délais d'affichage concernant les électeurs et les candidats, prescrits par la convention ; nos camarades saisissaient le Juge de Paix, de ces irrégularités, demandant l'annulation des élections.

Ceci se passait fin décembre, et nous apprenions que le Juge de Paix vient de faire droit à la demande de nos camarades et d'annuler les élections fantaisistes de la Société Générale d'Équipements. A cette affaire s'en était greffée une seconde, le Président du Syndicat libre de la métallurgie, occupé dans une usine de la loca-

...Bien sûr que la classe ouvrière paiera. Seulement, elle mangera moins, voilà tout.

Il y a là, certes, de quoi réjouir les bons apôtres qui reprochent à la femme d'ouvrier, d'acquiescer sur les marchés, tous les bons morceaux. Cette fois, les bons morceaux resteront aux riches, à ceux qui peuvent encore choisir, et préférer.

Ainsi, jour après jour, l'ouvrier s'achemine parmi toutes les difficultés d'une vie que son travail n'a pas méritées vers la vieillesse, acte dernier du drame de sa vie.

Point de retraite pour lui. Ne plus pouvoir travailler signifie terriblement ne plus pouvoir manger. Il lui faudra attendre en rêvant de sa famille dispersée ou disparue, la mort synonyme de tous les repos. Aura-t-il le seulement, l'ouvrier devenu vieillard, une pierre où reposer sa tête ?

J'ai rencontré parfois sur mon chemin, de ces hommes dont la vie s'était usée au travail. C'était le travail qui n'avait plus voulu d'eux. Comment vivaient-ils ? Le sais-je. Les enfants dispersés au hasard de la vie ne pouvaient les aider autant qu'ils l'eussent voulu. Peu à peu, ils avaient dû vendre ce qui avait été en d'autres temps, d'humbles luges.

Puis-je avouer sans honte pour notre siècle qu'un forgeron de soixante-huit ans me demanda un jour de lui trouver du travail ?

N'importe quoi, juste pour manger, me disait-il.

Juste pour manger ! Le malheureux ne savait pas qu'il ne pourrait plus faire, lassé qu'il était d'avoir trop frappé l'enclume, n'importe quoi.

La retraite aux vieux travailleurs, mais avant que ce fut un slogan politique, longtemps, très longtemps avant, nous l'avons réclamée, nous de la C.F.T.C.

Parce que c'est juste, parce que c'est nécessaire, parce que c'est simplement humain.

A l'heure actuelle, l'ouvrier ne peut plus « mettre de l'argent de côté pour ses vieux jours ». Alors que seront ses vieux jours ?

L'aumône, la soupe populaire, l'hôpital aux salles anonymes, après avoir eu sa maison, sa famille !

Voyons, puisqu'il en est autour de nous, qui paraissent envier le sort de l'ouvrier,

...qui lui reprochent de choisir les meilleurs morceaux,

...qui l'envient d'avoir ses congés payés, ses « deux dimanches » dans la semaine,

...qui ricangent de le voir partir, en famille, les mois d'été, aux bains de mer,

...qui s'indignent et crient à l'anarchie lorsqu'il se lève pour faire valoir et défendre ses droits,

...qui le chargent de toutes les fautes enfin,

...que ceux-là, pour qui l'ouvrier n'est qu'une machine qui devrait n'avoir droit à rien, que ceux-là qui font profession d'envier son sort, prennent un peu sa place...

Allons donc, mes camarades, vous vous moquez.

Ils se saliraient les mains.

LE COMPAGNON.

L'Assemblée d'information des agents de maîtrise de la métallurgie

(Suite de la 1^{re} page.)

Est-ce à dire que nous nous désintéressons de l'inquiétude qui étreint le monde des travailleurs devant les mesures draconiennes qu'envisage le gouvernement ? Certes non ! Nous avons mesuré, comme tant d'autres, la répercussion des charges nouvelles qui nous sont imposées, comme tant d'autres, nous avons la crainte de voir anéantir, un matin, à l'aide d'un dangereux décret-loi, tous les avantages acquis depuis 36.

Mais contrairement à beaucoup d'autres, nous ne voulons pas, par des gestes inconsidérés, perdre la possibilité de lutter dans le cadre syndical, contre ce risque !

L'expérience toute récente, elle date d'hier, pourrais-je dire, nous montre combien nous avons raison. Je voudrais, mes chers camarades, que vous, qui par votre profession, êtes placés dans des conditions de travail qui rendent encore plus délicate votre tâche de militant et d'informateur, vous compreniez que la discipline syndicale n'est pas un vain mot et que l'action syndicale doit s'exercer dans le cadre de la profession, à l'exclusion de tout autre motif.

Je ne veux pas dire que nous devions nous détacher totalement de ce qui gravite autour de notre action, mais je ne voudrais pas que des raisons extra-professionnelles puissent compromettre l'œuvre que nous avons entreprise.

Notre tâche est ardue, je le sais, elle l'est aujourd'hui plus qu'hier et certainement à cause des erreurs qui viennent d'être commises, il faut donc que notre ardeur redouble, que nos convictions s'affirment, que notre action soit plus efficace, pour la défense de notre doctrine qui, elle, est plus vraie que jamais.

L'auditoire applaudit très longuement la déclaration du Président, manifestant ainsi sa satisfaction et son plein accord avec les nobles paroles de son chef. Henri Galtier demande ensuite au Secrétaire général de situer notre Syndicat.

Sébert démontre à nos camarades que notre affaire vit, tient et prospère, elle a de bonnes finances. Il s'efforce d'inculquer à tous la nécessité vitale d'étendre notre action.

Étendre notre action, comment ? C'est ce que notre secrétaire va nous démontrer en préconisant au sein des sections syndicales chrétiennes d'entreprise, la représentation directe des agents de maîtrise qui établiront la liaison. Nous allons nous efforcer de trouver des responsables pour celles qui n'en ont pas et en susciter là où ils font défaut. Toute entreprise ayant deux agents de maîtrise à notre syndicat doit avoir son responsable qui se fera connaître et devra rester en liaison avec le Siège. Voici le premier stade, mais de plus, il nous faut former, éduquer, renseigner nos responsables. Pour cela, le bureau met sur pied une première réunion des Délégués d'entreprise. Notre secrétaire conclut en nous disant tout le bien que nous attendons de ces réalisations.

Puis la parole est donnée à Jean Fressac pour un exposé sur la convention collective. Notre camarade nous retrace les péripéties de la discussion pour le renouvellement de notre convention laquelle, après bien des vicissitudes, vient d'être purement et simplement reconduite jusqu'au 31 décembre 1939. Des applaudissements nourris remercient notre camarade de son exposé et de son dévouement.

Notre Président passe la parole à Claude Nordey, conseiller juridique de la C.F.T.C. Notre ami, pendant près d'une heure va disséquer et critiquer objectivement les décrets-lois. Il nous montre les sacrifices unilatéraux demandés aux travailleurs, les injustices, voire certaines absurdités, sans hélas, nous apporter de contre-partie positive et efficace.

L'exposé très brillant de notre ami fut suivi d'une large discussion. Nos camarades posèrent de nombreuses questions dont certaines très délicates, mais notre ami a répondu à tous avec beaucoup de précision et à la satisfaction de tous.

L'heure s'avancant, la discussion étant terminée, notre président remercia vivement notre camarade Claude Nordey pour son remarquable exposé et pour le précieux concours qu'il a apporté à notre syndicat.

Galtier, avant de lever la séance, tira les conclusions de cette journée qui fut vraiment comme son nom l'indiquait, une journée d'information.

Le Secrétaire de séance.

NOTRE CARNET

DÉCÈS

Nous avons appris le décès de la mère de nos camarades Pierre et Paul Le Hué, le premier membre du Bureau du Syndicat Général des Agents de Maîtrise, et le second de celui de notre Fédération. Qu'ils veuillent bien trouver ici l'expression de nos plus chrétiennes condoléances.

Notre camarade OTTAVY, Président du Syndicat de la Métallurgie de Marseille, nous fait part du décès de sa belle-mère, survenu à l'âge de 71 ans. Nous lui adressons en cette douloureuse circonstance nos condoléances les plus sincères.

LA PRODUCTION MÉTALLURGIQUE

Information économique

(Suite de la 1^{re} page.)

L'un de ces indices concerne la « métallurgie ». Si l'on se reporte aux explications qui ont été données au moment où il a commencé à paraître, on constate qu'il est confectionné à l'aide de données concernant les productions suivantes :

Production de la fonte ;
Production de l'acier ;
Sidérurgie ;
Production du zinc ;
Production de l'aluminium.

Un autre indice concerne le « Travail des métaux », par conséquent un ensemble de professions très diverses et très variables : depuis la quincaillerie jusqu'à la réparation d'automobiles. Malheureusement, en raison de cette diversité même, il a fallu renoncer à utiliser des données directes, c'est-à-dire additionner le nombre de robinets fabriqués, le nombre de mètres de fil électrique, etc...

On se contente d'apprécier quelle a été la consommation de trois métaux : acier, cuivre, aluminium, en soustrayant de la production le volume de l'exportation. Naturellement cela enlève beaucoup de valeur à l'indice. Si la part de l'exportation n'a pas varié, il ne fait guère que reproduire le 1^{er} indice « Métallurgie ». Il ne tient pas compte de tous les travaux de réparation, si importants par exemple dans l'automobile, il ne permet pas d'apprécier le travail qui a été effectué sur des vieux métaux récupérés.

Par contre, pour certaines catégories de travail des métaux, par exemple, l'automobile, on connaît le chiffre de la production réelle, à savoir le nombre de voitures sorties dans le mois.

SITUATION DE LA MÉTALLURGIE

Comment se présente donc la situation de la métallurgie peu avant la fin de l'année 1938 ? Très brièvement, on peut dire que la situation est mauvaise, la production étant très inférieure à celle de 1937, mais que l'on constate cependant un certain redressement. Voyons, en effet, les indices :

« Métallurgie » :

Moyenne de l'année 1937 84
Mois d'octobre 1937 88
Mois d'octobre 1938 65

Une circulaire du Ministre du Travail aux Inspecteurs Divisionnaires sur l'application des décrets du 31 Décembre

1^o RÉPARTITION HEBDOMADAIRE DU TRAVAIL.

Le Ministre précise l'autorisation des 5 x 8 aux industries ne faisant pas plus de 38 heures, qui ne sont pas en contact direct avec le public et dont l'activité ne varie pas avec les intempéries, cette expression vise particulièrement les chantiers du bâtiment et les travaux publics, de même que les établissements dont l'activité est dépendante des conditions atmosphériques.

Pour les entreprises autres, la répartition sur 5 x 8 devra vous être demandée, c'est ainsi que celles dont l'activité varie avec les intempéries et celles qui effectuent jusqu'à 45 heures de travail, et celles non en contact avec le public effectuant 38 à 45 heures, votre silence vaudra autorisation ; pour celles en contact avec le public ou dépassant 45 heures, votre autorisation devra être expresse, à titre provisoire, mais pour une période qui peut être indéterminée.

2^o ORGANISATION DU TRAVAIL PAR RELAIS ET ROULEMENT.

Ceci concerne les établissements à fonctionnement discontinu dans lesquels certains travaux continus ne peuvent être achevés dans la durée normale d'un poste de travail, cette organisation doit permettre de faire face aux pointes de travail qui peuvent se présenter dans les établissements à fonctionnement continu.

Pour le travail par roulement, cette organisation offre la possibilité de faire fonctionner pendant 48 heures par semaine les établissements où chaque ouvrier ne fait que 40 heures ; des raisons d'ordre technique ou les besoins de la clientèle peuvent nécessiter ce mode d'organisation du travail.

Dans tous les cas, les organisations patronales et ouvrières doivent être consultées et les inspecteurs doivent tenir compte de l'opportunité de la demande et de l'organisation du travail en vue de maintenir l'égalité de la concurrence, d'étendre le régime envisagé aux autres établissements de la profession et de la région qui en feraient la demande.

Dans le cas où vous accordez cette autorisation, il y a lieu de préciser les modalités de contrôle de la durée du travail pour vérifier que celle-ci n'est pas indûment prolongée.

Dans le cas du travail par relais, l'inspecteur précisera l'amplitude maxima pour chaque personne employée, ainsi que pour le travail général de l'établissement.

Les établissements pratiquant le relais ou le roulement devront être l'objet d'une surveillance particulière.

« Travail des métaux » :

Année 1937 88
Octobre 1937 86
Octobre 1938 71
Par contre les deux indices ont été plus bas encore en avril 1937 :
55 pour la Métallurgie,
69 pour le Travail des métaux.

Mais faut-il dire que la Métallurgie est dans une situation spécialement mauvaise par rapport à l'ensemble de la production nationale ? Non. Il faut se rappeler au contraire que la métallurgie a joui en 1937 d'une période particulièrement favorable et qui s'explique par la place originale qu'elle occupe dans l'économie nationale.

Depuis le recul provoqué par la crise de 1929-1930, l'ensemble de la production française est dans une stagnation dont rien n'a pu la tirer.

..

L'expérience de juin 1936 n'a nullement réussi à augmenter la consommation. Au point de vue économique cela a été une expérience manquée. Par contre, la métallurgie pendant une année a connu un regain d'activité ; mais cela tenait au fait que la métallurgie dans son ensemble ne travaille pas pour la consommation, mais qu'une grande part de sa production consiste en outillage, en machines. Or, à la suite de la loi des 40 heures, de la hausse des salaires, il y eut une forte demande d'outillage mécanique pour remplacer la main-d'œuvre, jugée trop chère et parfois insuffisante. Les commandes de machines ont augmenté considérablement et la répercussion a été fortement sentie dans la grosse métallurgie. L'indice « métallurgie » est passé de 69 en 1936 à 84 en 1937.

Mais il fallait s'attendre, si la consommation n'augmentait pas, à ce que cette prospérité de la métallurgie soit éphémère. C'est bien ce que l'on a constaté en 1938.

En octobre 1938 on a produit 494.000 tonnes de fonte, contre 701.000 tonnes en octobre 1937, et 512.000 tonnes d'acier contre 705.000 tonnes en octobre 1937.

Cette situation de la métallurgie comporte une exception : mais elle confirme ce qui est dit plus haut, l'industrie automobile a sorti plus de voitures en octobre 1938 qu'en octobre 1937. L'indice « automobile » est à 99 contre 83. Mais précisément l'automobile est livrée directement au consommateur, elle n'avait pas joui en 1937 d'une prospérité temporaire comme l'ensem-

ble de la métallurgie. L'accroissement de la production indique ici une évolution favorable de la situation économique dans son ensemble, puisqu'il y a augmentation de la consommation.

LES ARMEMENTS ET LA MÉTALLURGIE

Certains pourraient se demander pourquoi l'augmentation des dépenses d'armement n'a pas suffi à maintenir à un niveau élevé la production métallurgique. Mais, c'est un point qu'il est intéressant de maintenir de mettre en évidence, la production des armements est loin d'avoir l'importance qu'on lui attribue généralement. En effet, près des 2/3 des aciers produits sont impropres à la fabrication de matériel de guerre : ce sont les aciers Thomas. La plus grande partie du tiers restant, les aciers Martin, ne rentrent que pour une fraction dans ce genre de fabrication : ils ne sont utilisés que pour la fabrication des blindages. Ce sont seulement les aciers spéciaux (Bessemer, électrique, au creuset) qui permettent de fabriquer les armes proprement dites.

On peut constater d'ailleurs que la proportion d'aciers spéciaux et Martin augmente :

Martin :

29 % de la production d'acier, fin 1937.

31,8 %, octobre 1938.

Aciers spéciaux :

4,7 %, fin 1937.

7,7 %, octobre 1938.

Mais ces proportions sont encore loin de donner aux fabrications de guerre une importance prépondérante dans la production métallurgique.

..

Telle est donc la situation de la métallurgie au moment où une nouvelle expérience économique se prépare, expérience se prétendant libérale.

En suivant les indices examinés aujourd'hui, d'autres encore, on pourra apprécier ses résultats. Il faudra aussi entrer davantage dans le détail, voir comment se comportent les différentes professions, les différentes régions, et s'il est possible les différentes entreprises.

Chaque travailleur doit avoir le sentiment non de servir passivement une économie qui l'écrase mais de collaborer à une œuvre productrice dont il peut sentir les difficultés et les succès.

H. D.

A l'Institut Confédéral d'études et de formation syndicales

Pour répondre aux besoins nouveaux que requiert son développement, la C.F.T.C. vient de donner ce titre au service confédéral de formation.

Dans E.N.O., bulletin de l'Ecole Normale Ouvrière, Paul Vignaux présente aux lecteurs le premier des Manuels syndicaux. Éléments de morale sociale, tel est son titre ; d'autre part, l'ouvrage a été écrit par le P. Delaye bien connu dans nos milieux pour le concours précieux qu'il apporte pour la formation morale et doctrinale.

L'ouvrage qui comprend 200 pages (1), traite les matières doctrinales d'une façon familière, directe, par réponses aux questions simples que nos camarades poseraient au cours d'une conversation. Comme en morale, dit Paul Vignaux, il s'agit de juger, on apprendra dans ce livre à bien juger.

« A la base d'une action syndicale authentique, on doit trouver un accueil très large », c'est pourquoi le P. Delaye a exposé les principes d'une morale, plutôt humaine, qu'exactement catholique. C'est ainsi qu'au chapitre I^{er}, page 19, il écrit : « Tout ce qui est humain, réellement conforme à la vraie nature de l'homme, de l'homme tout entier et pas seulement de son corps, tout ce qui est raisonnable et droit... est aussi chrétien. Jésus-Christ, notre modèle, est d'abord un homme véritable et parfait. Et de là, vient que les incroyants peuvent accepter, que beaucoup acceptent en fait, une large part des enseignements moraux de l'Eglise. »

Paul Vignaux termine la présentation du Manuel en indiquant que les principes généraux, absolument nécessaires qu'il contient, n'en constituent qu'une petite part, les autres chapitres se nomment : Morale de la vie familiale, morale de la vie nationale, morale de la propriété, morale du travail, morale syndicale, morale de la vie économique, qu'on y parle de la démocratie et de la dictature, du capitalisme et du socialisme, des grèves d'occupation, des manipulations monétaires.

Lisons tous ces éléments de morale sociale, premier de nos manuels syndicaux.

(1) En vente à la C. F. T. C. (prix : 12 francs).

Imprimerie Centrale
12, rue Saint-Siméon
BORDEAUX

Le Gérant: Henri SINJON.

LA VIE SYNDICALE

CALVADOS

VIRE

Syndicat Libre de la Métallurgie de Vire 2, Place Nationale

Notre syndicat continue de plus en plus la confiance de nos camarades métallurgistes de la région de Vire et nous sommes heureux de constater, grâce aux dévoués collecteurs, la rentrée régulière des cotisations syndicales ; notre action patiente et méthodique nous a valu la confiance de nouveaux camarades et de ce fait notre syndicat a enregistré avec satisfaction depuis ces derniers mois, de nombreuses adhésions.

Faire ici le compte rendu succinct de notre activité serait consacrer le caractère sérieux de notre organisation. Nous pouvons dire avec fierté qu'aucune revendication présentée n'a été faite sans être appuyée sur des textes de loi ou des décrets en vigueur et nous ne pouvons que nous montrer satisfaits des résultats obtenus.

Est-ce à dire que nous avons tout fait et que nous pouvons maintenant nous reposer et vivre en béats sur les résultats obtenus ?

Non, mes chers camarades, ce n'est pas là notre pensée. Nous avons fait peu de choses à côté de ce qu'il y avait à faire et quoi que nous ferons il restera toujours assez à faire pour employer les bonnes volontés qui, de plus en plus, désirent travailler au bien général.

Merci mes camarades de la confiance que vous témoignez à vos dirigeants et à votre organisation syndicale ! Mais, interrogez-vous. Ne voyez-vous pas mieux à faire encore pour des gens qui, comme vous, appartiennent à l'organisation syndicale chrétienne ?

Vous soutenez de votre argent l'organisation, c'est bien !

Vous déclarez hautement que vous appartenez au syndicat chrétien, c'est mieux !

Ce qui serait mieux encore, c'est que chaque adhérent devienne un militant, que chacun dans son petit coin travaille à faire triompher notre idéal de justice et de fraternité.

Voilà ce à quoi vous convie, pour cet exercice 1938-1939, votre Bureau. Il a confiance en vous, vous le lui prouverez.

LE BUREAU.

EURE-ET-LOIR

CHARTRES

Décidant de terminer l'année sur une note syndicale encourageante, le Syndicat chartrois de la métallurgie organisait, le jeudi 29 décembre, une réunion à l'intention de ses syndiqués et sympathisants.

Dans cette ville que couvre l'ombre d'une de nos plus splendides cathédrales, le Syndicalisme chrétien avait dû subir en juin 1936, la contrainte de certains maîtres de l'heure. Comme on ne soumet point des hommes résolus à demeurer libres, nos camarades et qui pouvait constater combien avait été utile son action passée si obscure fût-elle, puisque, grâce à elle, le Syndicalisme chrétien va pouvoir à Vauzelles, enregistrer de nouveaux succès.

Avant de se séparer, les métallurgistes sur pied les éléments de base de leur organisation dans leur usine et, après avoir arrosé d'un bon verre de vin le bon travail qui venait d'être accompli, ils se séparèrent en promettant de se retrouver prochainement dans une grande assemblée où ils feraient la preuve de l'efficacité des efforts qu'ils allaient entreprendre.

Le représentant fédéral déclare qu'il n'est pas d'ouvrier une compétition entre organisations de tendances diverses pour savoir laquelle peut offrir aux travailleurs le maximum d'avantages, mais de leur permettre de se grouper là où ils peuvent promouvoir et défendre les idées qui guident et orientent toute leur vie d'homme.

Après l'exposé de notre camarade, écouté avec beaucoup de courtoisie par certains auditeurs qui, manifestement, ne partageaient pas son opinion, plusieurs questions étaient posées. Un débat s'engageait alors sur un certain nombre de points et, malgré une discussion assez vive à certains moments, la réunion gardait la belle tenue qu'entendaient lui conserver ses organisateurs ; les ouvriers Chartrois, à quelque tendance qu'ils appartiennent, ont su montrer qu'ils savaient se respecter.

Félicitations-nous de cet état d'esprit, il ne peut que servir les intérêts généraux de tous les travailleurs, le Syndicalisme chrétien entend bien, sans renoncer à ses légitimes aspirations, travailler de toutes ses forces à les maintenir, respectueux de la pensée libre de tous les ouvriers, il n'exige d'eux qu'une semblable réciprocité, c'est pourquoi il veut faire de la démocratie syndicale une réalité vivante et agissante pour libérer la classe ouvrière de toutes les servitudes.

MAINE-&LOIRE

ANGERS

En mai 1938, nos camarades s'étaient efforcés d'obtenir l'application de la C. C. de l'Aviation à la Société d'Usinage de Précision de l'Ouest dont les fabrications d'appareils de bord étaient destinées à l'usage exclusif de l'aviation ; malgré leur attitude conciliante et leurs démarches répétées nos camarades se heurtaient à l'intransigence patronale, lassés du refus permanent qui était op-

posé à leurs demandes, ils sollicitaient l'intervention de notre Fédération pour appuyer leurs démarches.

La lettre adressée par le Centre fédéral à la Société d'Usinage de Précision de l'Ouest, devait provoquer une réaction patronale violente qui amenait le licenciement de la moitié du personnel. C'est ainsi qu'est pratiquée dans notre gracieuse Touraine la collaboration des classes que certains n'ont peut-être pas tort d'appeler d'un nom plus vrai « la lutte de classes » et que nous appelons, nous, par un doux euphémisme la « collaboration à sens unique », c'est la politique des coups de poing sur la table, du prendre ou de laisser, la loi de la jungle où le plus fort contraind le plus faible, et c'est avec de telles pratiques que certains prétendent réaliser l'unité entre tous les Français, nous pensons, quant à nous, qu'il y a d'autres moyens et d'autres méthodes plus conformes au respect dû à la dignité des travailleurs et qu'un patron soucieux de sa dignité et de ses responsabilités sociales se doit de pratiquer.

Après deux mois d'attente et de démarches tant au Ministère de l'Air qu'au Ministère du Travail, et à la Préfecture d'Angers, nos camarades viennent d'obtenir que soit convoquée la Commission départementale de conciliation pour la saisir du différend ; celle-ci vient, tout récemment, le mardi 17, de décider en premier lieu de la réintégration des camarades licenciés et de renvoyer l'affaire, quant au fond, devant les arbitres des deux parties.

NIEVRE

NEVERS

Le vendredi 23 décembre, quelques militants décidés organisaient une réunion d'information pour présenter aux métallurgistes des usines de réparations du matériel roulant de Vauzelles, le programme du Syndicalisme chrétien.

Le camarade Botton, de la Fédération de la Métallurgie, assisté de Sauvat, Secrétaire de l'Union départementale, et de Fienne, exposait à l'auditoire attentif les grandes lignes de notre mouvement, ses réalisations en faveur de la classe ouvrière et, montrant le réalisme de nos méthodes, il prouve qu'elles sont capables d'assurer au monde du travail, la prospérité et le bien-être dans la concorde et la paix sans avoir recours aux violences meurtrières. La force tranquille du Syndicalisme chrétien, en lui assurant un jour prochain l'audience et la confiance des masses, en fait le syndicalisme de l'avenir.

Malgré le froid très vif, nombreux étaient les auditeurs qui avaient répondu à l'appel du Syndicat de la métallurgie de Nevers. Parmi eux se trouvait un de nos amis de toujours, M. Marsoiller qui avait tenu à apporter ses encouragements à nos camarades et qui pouvait constater combien avait été utile son action passée si obscure fût-elle, puisque, grâce à elle, le Syndicalisme chrétien va pouvoir à Vauzelles, enregistrer de nouveaux succès.

Avant de se séparer, les métallurgistes sur pied les éléments de base de leur organisation dans leur usine et, après avoir arrosé d'un bon verre de vin le bon travail qui venait d'être accompli, ils se séparèrent en promettant de se retrouver prochainement dans une grande assemblée où ils feraient la preuve de l'efficacité des efforts qu'ils allaient entreprendre.

NORD

ROUBAIX-TOURCOING

L'Assemblée générale des Syndicats Libres de la Métallurgie

Les Syndicats Libres de la Métallurgie de Roubaix-Tourcoing ont tenu leur Assemblée Générale le 18 décembre 1938.

En l'absence du Président, c'est notre camarade Maurice Bodart qui dirige cette réunion. Après avoir remercié les syndiqués présents, il donne la parole à André Simoens pour le rapport financier des Caisses Syndicales et de Chômage.

Bodart dit ensuite quelques mots sur notre journal « L'Ouvrier Métallurgiste » ; il insiste surtout pour que les syndiqués s'y abonnent.

La parole est ensuite donnée à André Glorieux, secrétaire-délégué. Dans son exposé il parle du problème des salaires, des congés payés. Il examine quelques décrets-lois, et expose ensuite l'attitude de la C.F.T.C. à l'égard de ces décrets comme de la tentative de grève générale du 30 novembre.

Après une vivante discussion, l'ordre du jour suivant a été adopté :

« Les Syndicats Libres de la Métallurgie, s'associant totalement à la ligne de conduite de leur Fédération et de la C.F.T.C. qui, sans se refuser à l'effort de redressement nécessaire à l'économie comme à la sécurité du pays, ont signalé avec précision les réserves ouvrières concernant les décrets-lois et protesté contre toute tentative de régression sociale.

» Ils approuvent la C.F.T.C. d'avoir maintenu cet effort d'humanisation des décrets-lois sur le terrain strictement légal et professionnel, et d'avoir repoussé la grève générale, arme dangereuse qui, en dressant le syndicalisme contre l'Etat

risque de le fausser ou de le briser dans une aventure politique.

» Les syndiqués libres de la Métallurgie protestent contre certains attentats à la liberté du travail survenus le 30 novembre.

» Ils demandent à nouveau, que dans une large pensée d'apaisement social, tous les droits des salariés soient maintenus, notamment en ce qui concerne les congés payés et ce par voie d'accord entre le Syndicat Patronal et les Syndicats ouvriers intéressés.

» Ils souhaitent que, toute trace étant effacée des récents conflits, Syndicat Patronal et Syndicats Ouvriers s'attellent enfin, sous l'égide des Pouvoirs Publics, à l'effort essentiel de la collaboration et de l'organisation professionnelle ; seul moyen de sauvegarder efficacement la Paix Sociale, la Paix Publique, la Paix Internationale.

Avant de clore la réunion, le Président présente les souhaits de la Commission à l'occasion de la fête Saint-Elloi.

Notons qu'à l'entrée de la salle l'élection de la Commission était organisée ; la Commission sortante a été élue à l'unanimité.

PUY-DE-DOME

RIOM

Suivant l'exemple des années précédentes, nos camarades chrétiens de Riom ont organisé une séance récréative au profit de leurs œuvres sociales et d'entraide.

Cette initiative a été hautement appréciée par la population. Celle-ci s'étant rendue en grand nombre à la Salle des Fêtes où se déroulait le programme prévu par nos camarades, malgré leur bonne volonté, ces derniers n'ont pu réussir à caser toutes les personnes qui sollicitaient leur entrée, ils s'en excusent, se promettant, la prochaine fois, de prendre des dispositions qui doivent leur permettre d'accueillir largement tous les amis et sympathisants du Syndicalisme Chrétien.

SAVOIE

UGINE.

Bien avant juin 1936, nos camarades de cette importante cité métallurgique, s'étaient intéressés à l'action syndicale, ils viennent, aujourd'hui, de recueillir, grâce à leur action constante et persévérante, les premiers fruits mûrs par leur dévouement.

Les élections de délégués viennent de confirmer leur activité syndicale et la confiance des travailleurs des Acieries Electriques d'Ugine.

Notre camarade Marcel Chamot, Secrétaire de notre Syndicat et Secrétaire délégué de l'Union Locale de Tarentaise, vient d'être élu délégué titulaire ; Maurice Raucaz, Secrétaire adjoint du Syndicat, élu délégué titulaire avec notre camarade Ernest Vallin, tandis que Maurice Mermier, trésorier adjoint, était élu suppléant.

Ces sièges étaient jusqu'ici détenus par la C.G.T. et nos camarades qui briguaient deux postes de suppléants n'ont vu ceux-ci leur échapper qu'à une voix de majorité par leurs concurrents cégétistes.

SEINE-ET-MARNE

MORET-SUR-LOING

Charmante petite ville de Seine-et-Marne, la coquette cité qui compte tant de monuments classés et dans laquelle se donnent rendez-vous les parisiens pendant les mois d'été pour y passer leurs week-end, a vu se dérouler tout récemment une manifestation syndicale chrétienne fort discrète, mais qui va permettre à notre mouvement d'avoir, lui aussi, pignon sur rue à Moret-sur-Loing.

C'est dans la salle de la Mairie, mise gracieusement à la disposition de nos amis, par les autorités municipales, qu'un représentant fédéral a entreteint les métallurgistes de l'actualité syndicale chrétienne et des possibilités qu'offre notre mouvement aux travailleurs ; la sympathie qu'ils ont témoignée au développement des idées qui leur ont été exposées a permis la création d'une section syndicale qui autorise les plus larges espoirs quant à son activité et à son expansion.

AU BUREAU FÉDÉRAL

Le 4 janvier, nos camarades décidaient une réunion extraordinaire pour régler plusieurs questions importantes. Parmi celles-ci certaines relevaient de l'administration. Après un échange de vues, le Bureau est d'accord avec Pères pour adopter le mode de règlement qu'il propose ; il lui donne ensuite mandat pour prendre toutes dispositions en vue de la réorganisation du syndicat de la Métallurgie et de l'Aviation de Toulouse, et ceci pour la prochaine Assemblée générale qu'il doit présider.

Après l'examen de la correspondance laquelle permet au Bureau de faire le tour des principaux centres métallurgiques et d'y constater la progression de nos syndicats, le Bureau aborde les questions diverses qui animent nos camarades Gerstel et Lelièvre à faire état de l'activité qu'ils ont dû déployer contre les atteintes portées au repos dominical par la Société Gnome et Rhône.

DOCUMENTATION

A propos de l'application de la taxe de 2 %

Nous publions ci-dessous les articles principaux du Décret relatif à la perception de la taxe accompagnés des barèmes correspondants :

Article premier. — Les traitements, indemnités, émoluments et salaires, pensions et rentes viagères soumis à la contribution nationale extraordinaire instituée pour l'année 1939 par l'article 1^{er} du Décret-Loi du 13 novembre 1938 sont ceux qui relèvent de l'impôt cédulaire frappant les revenus de la même catégorie.

Sont toutefois exonérées de ladite contribution :

1^o Les allocations spéciales destinées à couvrir les frais inhérents à la fonction ou à l'emploi ;

2^o Les rémunérations allouées sous forme d'avantages en nature ;

3^o Les traitements attachés à la Légion d'honneur et à la médaille militaire ;

4^o Les pensions, rentes, prestations et allocations exonérées de l'impôt cédulaire en vertu de l'article 61 du code général des impôts directs ;

5^o Les pensions servies, en vertu de la loi du 24 juin 1919, aux victimes civiles de la guerre ou à leurs ayants-droit ;

6^o Les allocations, y compris celles de chômage, indemnités et prestations servies, sous quelque forme que ce soit, par l'Etat, les collectivités et les établissements publics en application des lois et décrets d'assistance et d'assurance.

Art. 2. —

Art. 3. — La contribution nationale porte sur le montant net des sommes imposables versées au titre de

la période d'application de cette contribution, quelle que soit la forme du versement.

Le montant net des traitements, indemnités, émoluments et salaires est forfaitairement déterminé en appliquant aux sommes payées, après déduction notamment de la cotisation ouvrière aux assurances sociales et des retenues faites par l'employeur en vue de la constitution de pensions ou de retraites, une réduction de 0,0, en considération des frais inhérents à la fonction ou à l'emploi qui ne sont pas couverts par des allocations spéciales.

Art. 4. — Lorsqu'ils n'excèdent pas 10.000 francs, les revenus annuels des assurés sociaux ne sont taxés que sur la fraction de leur montant qui dépasse la somme de 7.000 francs.

La contribution nationale afférente à chaque paiement effectué est, en principe, fixée d'après les indications du barème annexé au présent décret et qui tient compte, lorsqu'il y a lieu, de l'abattement de 7.000 fr. visé à l'alinéa qui précède.

Art. 5. — Les employeurs et débirentiers sont tenus d'effectuer cette retenue pour le compte du Trésor.

Ne donnent pas lieu à retenue les paiements dont le montant net, ramené à l'année, n'excède pas :

6.000 fr. si le bénéficiaire a moins de deux enfants à sa charge, cette somme étant portée à 7.000 fr. lorsque l'intéressé est un assuré social ; 8.000 fr. si le bénéficiaire a deux enfants à sa charge ; 10.000 fr. s'il a trois enfants à sa

charge et ainsi de suite en augmentant de 2.000 francs par enfant à charge.

Pour l'application de cette disposition, il y a lieu de tenir compte de la situation de famille des intéressés au 1^{er} janvier 1939, les enfants considérés comme à la charge des contribuables étant ceux qui sont désignés à l'article 116 du code général des impôts directs.

Les employeurs qui sont tenus, en vertu des dispositions de l'article 44 du Livre 1^{er} du code du travail, de délivrer, lors de chaque paiement de salaires, une pièce justificative aux bénéficiaires, doivent indiquer sur cette pièce le montant de la retenue opérée au titre de la contribution nationale.

Art. 6, 7, 8, 9. —

Art. 10. — Les traitements, salaires, pensions ou rentes viagères de même source ou de sources différentes dont le contribuable a disposé pendant la période d'application de la contribution sont totalisés à l'expiration de cette période. Si le montant de la contribution qu'il a supportée est supérieur à la somme effective-ment due, le contribuable peut obtenir, par voie de réclamation présentée avant le 1^{er} avril 1940, la restitution des droits qu'il a supportés en trop.

Art. 11 et 12. —

Art. 13. — Les dispositions contenues dans le présent Décret seront applicables aux paiements effectués à compter du 23 janvier 1939.

BARÈMES

I. — LIMITES D'EXONERATION

CATEGORIES DE CONTRIBUABLES	MONTANT DU SALAIRE OU DE LA PENSION à partir duquel la retenue doit être effectuée				
	Salaires journaliers	Salaires hebdomadaires	Salaires de quinzaine	Salaires mensuels	Pension trimestrielle
Assurés sociaux dont le salaire ou la pension n'excède pas 10.000 fr. par an.	francs	francs	francs	francs	francs
	37	170	352	704	1.800
	Pas de retenue	Pas de retenue	Pas de retenue	Pas de retenue	Pas de retenue
Autres salariés et pensionnaires	francs	francs	francs	francs	francs
	27	134	278	556	1.501
	Ayant moins de 2 enf.	Ayant 2 enfants	Ayant 3 enfants	Ayant 4 enfants	Ayant 5 enfants
	36	178	370	741	2.001
	45	223	463	926	2.501
	54	267	566	1.132	3.001
	63	312	619	1.287	3.501
	72	356	741	1.482	4.001
	81	401	834	1.667	4.501

II. — RETENUES A EFFECTUER

sur les salaires des assurés sociaux dont la rémunération nette, déduction faite de la déduction de 10 p. 100 pour frais professionnels n'excède pas 10.000 francs par an.

Salaires journaliers				Salaires de quinzaine			
MONTANT DU SALAIRE journalier				MONTANT DU SALAIRE hebdomadaire			
MONTANT DE LA RETENUE due par les assurés sociaux				MONTANT DE LA RETENUE due par les assurés sociaux			
ayant moins de 2 enfants	ayant 2 enfants	ayant 3 enfants	ayant 4 enfants et plus	ayant moins de 2 enfants	ayant 2 enfants	ayant 3 enfants	ayant 4 enfants et plus
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Inférieur à 37 fr.	»	»	»	Inférieur à 352 fr.	»	»	»
37-42 fr.	0 10	0 10	»	352-369 fr.	0 50	»	»
43-45 fr.	0 20	0 20	»	370-379 fr.	0 50	0 50	»
				380-407 fr.	1 »	1 »	»
				408-435 fr.	1 50	1 50	»
				436-462 fr.	2 »	2 »	»
Salaires hebdomadaires				Salaires mensuels			
MONTANT DU SALAIRE hebdomadaire				MONTANT DU SALAIRE de quinzaine			
MONTANT DE LA RETENUE due par les assurés sociaux				MONTANT DE LA RETENUE due par les assurés sociaux			
ayant moins de 2 enfants	ayant 2 enfants	ayant 3 enfants	ayant 4 enfants et plus	ayant moins de 2 enfants	ayant 2 enfants	ayant 3 enfants	ayant 4 enfants et plus
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Inférieur à 170 fr.	»	»	»	Inférieur à 704 fr.	»	»	»
170-177 fr.	0 25	»	»	704-740 fr.	1 »	»	»
178-183 fr.	0 25	0 25	»	741-759 fr.	1 »	1 »	»
184-197 fr.	0 50	0 50	»	760-814 fr.	2 »	2 »	»
198-211 fr.	0 75	0 75	»	815-870 fr.	3 »	3 »	»
212-223 fr.	1 »	1 »	»	871-925 fr.	4 »	4 »	»

III. — RETENUES A EFFECTUER SUR LES SALAIRES AUTRES QUE CEUX DU PARAGRAPHE II

et dont les bénéficiaires ont droit à une déduction de 10 p. 100 pour les frais professionnels (1).

Salaires journaliers.

MONTANT DU SALAIRE journalier	MONTANT de la retenue
fr. c.	fr. c.
Inférieur à 27 fr.	»
27 fr.	0 40
28-33 fr.	0 50
34-38 fr.	0 60
39-44 fr.	0 70
45-49 fr.	0 80
50-55 fr.	0 90
56-61 fr.	1 »
62-66 fr.	1 10
67-72 fr.	1 20
73-77 fr.	1 30
78-83 fr.	1 40

MONTANT DU SALAIRE journalier	MONTANT de la retenue
fr. c.	fr. c.
84-88 fr.	1 50
89-94 fr.	1 60
95-99 fr.	1 70
100-105 fr.	1 80
106-111 fr.	1 90
112-116 fr.	2 »
117-122 fr.	2 10
123-127 fr.	2 20
128-133 fr.	2 30
134-138 fr.	2 40
139-143 fr.	2 50
145-149 fr.	2 60

MONTANT DU SALAIRE journalier	MONTANT de la retenue
fr. c.	fr. c.
150-155 fr.	2 70
156-161 fr.	2 80
162-166 fr.	2 90
167-172 fr.	3 »
173-177 fr.	3 10
178-183 fr.	3 20
184-188 fr.	3 30
189-194 fr.	3 40
195-199 fr.	3 50
200-205 fr.	3 60
206-211 fr.	3 70

Salaires hebdomadaires.

MONTANT DU SALAIRE hebdomadaire	MONTANT de la retenue
fr. c.	fr. c.
Inférieur à 134 fr.	»
134-138 fr.	2 25
139-152 fr.	2 50
153-166 fr.	2 75
167-180 fr.	3 »
181-194 fr.	3 25
195-208 fr.	3 50
209-222 fr.	3 75
223-236 fr.	4 »
237-249 fr.	4 25
250-263 fr.	4 50
264-274 fr.	4 75
275-291 fr.	5 »
292-306 fr.	5 25
307-319 fr.	5 50
320-333 fr.	5 75
334-347 fr.	6 »
348-361 fr.	6 25
362-374 fr.	6 50
375-388 fr.	6 75
389-402 fr.	7 »
403-416 fr.	7 25
417-430 fr.	7 50
431-444 fr.	7 75
445-459 fr.	8 »
460-472 fr.	8 25
473-486 fr.	8 50
487-499 fr.	8 75

MONTANT DU SALAIRE hebdomadaire	MONTANT de la retenue
fr. c.	fr. c.
500-513 fr.	9 »
514-527 fr.	9 25
528-541 fr.	9 50
542-555 fr.	9 75
556-569 fr.	10 »
570-583 fr.	10 25
584-597 fr.	10 50
598-611 fr.	10 75
612-624 fr.	11 »
625-638 fr.	11 25
639-652 fr.	11 50
653-666 fr.	11 75
667-680 fr.	12 »
681-694 fr.	12 25
695-708 fr.	12 50
709-722 fr.	12 75
723-736 fr.	13 »
737-749 fr.	13 25
750-763 fr.	13 50
764-777 fr.	13 75
778-791 fr.	14 »
792-805 fr.	14 25
806-819 fr.	14 50
820-833 fr.	14 75
834-847 fr.	15 »
848-861 fr.	15 25
862-874 fr.	15 50
875-888 fr.	15 75

MONTANT DU SALAIRE hebdomadaire	MONTANT de la retenue
fr. c.	fr. c.
889-902 fr.	16 »
903-916 fr.	16 25
917-930 fr.	16 50
931-944 fr.	16 75
945-958 fr.	17 »
959-972 fr.	17 25
973-986 fr.	17 50
987-999 fr.	17 75
1.000-1.013 fr.	18 »
1.014-1.027 fr.	18 25
1.028-1.041 fr.	18 50
1.042-1.055 fr.	18 75
1.056-1.069 fr.	19 »
1.070-1.083 fr.	19 25
1.084-1.097 fr.	19 50
1.098-1.111 fr.	19 75
1.112-1.124 fr.	20 »
1.125-1.138 fr.	20 25
1.139-1.152 fr.	20 50
1.153-1.166 fr.	20 75
1.167-1.180 fr.	21 »
1.181-1.194 fr.	21 25
1.195-1.208 fr.	21 50
1.209-1.222 fr.	21 75
1.223-1.236 fr.	22 »
1.237-1.249 fr.	22 25
1.250-1.263 fr.	22 50

(Lire la suite en page 4)

A PROPOS DE L'APPLICATION de la TAXE de 2 %

(Suite de la page 3)

Salaires de quinzaines.			
MONTANT DU SALAIRE de quinzaine	MONTANT de la retenue	MONTANT DU SALAIRE de quinzaine	MONTANT de la retenue
	fr. c.		fr. c.
Inférieur à 278 fr.	5 »	1.028-1.055 fr.	18 50
278-305 fr.	5 »	1.056-1.083 fr.	19 »
306-333 fr.	5 50	1.084-1.111 fr.	19 50
334-361 fr.	6 »	1.112-1.138 fr.	20 »
362-388 fr.	6 50	1.139-1.166 fr.	20 50
389-416 fr.	7 »	1.167-1.194 fr.	21 »
417-444 fr.	7 50	1.195-1.222 fr.	21 50
445-472 fr.	8 »	1.223-1.250 fr.	22 »
473-499 fr.	8 50	1.251-1.277 fr.	22 50
500-527 fr.	9 »	1.278-1.305 fr.	23 »
528-555 fr.	9 50	1.306-1.333 fr.	23 50
556-583 fr.	10 »	1.334-1.361 fr.	24 »
584-611 fr.	10 50	1.362-1.388 fr.	24 50
612-638 fr.	11 »	1.389-1.416 fr.	25 »
639-666 fr.	11 50	1.417-1.444 fr.	25 50
667-694 fr.	12 »	1.445-1.472 fr.	26 »
695-722 fr.	12 50	1.473-1.499 fr.	26 50
723-749 fr.	13 »	1.500-1.527 fr.	27 »
750-777 fr.	13 50	1.528-1.555 fr.	27 50
778-805 fr.	14 »	1.556-1.583 fr.	28 »
806-833 fr.	14 50	1.584-1.611 fr.	28 50
834-861 fr.	15 »	1.612-1.638 fr.	29 »
862-888 fr.	15 50	1.639-1.666 fr.	29 50
889-916 fr.	16 »	1.667-1.694 fr.	30 »
917-944 fr.	16 50	1.695-1.722 fr.	30 50
945-972 fr.	17 »	1.723-1.749 fr.	31 »
973-999 fr.	17 50	1.750-1.777 fr.	31 50
1.000-1.027 fr.	18 »	1.778-1.805 fr.	32 »

Salaires mensuels.			
MONTANT DU SALAIRE mensuel	MONTANT de la retenue	MONTANT DU SALAIRE mensuel	MONTANT de la retenue
	fr. c.		fr. c.
Inférieur à 556 fr.	10 »	2.056-2.111 fr.	37 »
556-611 fr.	10 »	2.112-2.166 fr.	38 »
612-666 fr.	11 »	2.167-2.222 fr.	39 »
667-722 fr.	12 »	2.223-2.277 fr.	40 »
723-777 fr.	13 »	2.278-2.333 fr.	41 »
778-833 fr.	14 »	2.334-2.388 fr.	42 »
834-888 fr.	15 »	2.389-2.444 fr.	43 »
889-944 fr.	16 »	2.445-2.499 fr.	44 »
945-999 fr.	17 »	2.500-2.555 fr.	45 »
1.000-1.055 fr.	18 »	2.556-2.611 fr.	46 »
1.056-1.111 fr.	19 »	2.612-2.666 fr.	47 »
1.112-1.166 fr.	20 »	2.667-2.722 fr.	48 »
1.167-1.222 fr.	21 »	2.723-2.777 fr.	49 »
1.223-1.277 fr.	22 »	2.778-2.833 fr.	50 »
1.278-1.333 fr.	23 »	2.834-2.888 fr.	51 »
1.334-1.388 fr.	24 »	2.889-2.944 fr.	52 »
1.389-1.444 fr.	25 »	2.945-2.999 fr.	53 »
1.445-1.499 fr.	26 »	3.000-3.055 fr.	54 »
1.500-1.555 fr.	27 »	3.056-3.111 fr.	55 »
1.556-1.611 fr.	28 »	3.112-3.166 fr.	56 »
1.612-1.666 fr.	29 »	3.167-3.222 fr.	57 »
1.667-1.722 fr.	30 »	3.223-3.277 fr.	58 »
1.723-1.777 fr.	31 »	3.278-3.333 fr.	59 »
1.778-1.833 fr.	32 »	3.334-3.388 fr.	60 »
1.834-1.888 fr.	33 »	3.389-3.444 fr.	61 »
1.889-1.944 fr.	34 »	3.445-3.499 fr.	62 »
1.945-1.999 fr.	35 »	3.500-3.555 fr.	63 »
2.000-2.055 fr.	36 »	3.556-3.611 fr.	64 »

REMARQUE : Au-dessus de 10.000 fr. les salaires qui, déduction faite des cotisations A. S. et du montant des frais professionnels dépassent les exonérations prévues pour charge de famille paient sur la totalité de leur montant.

LES MODIFICATIONS AU REGIME DE LA REPARTITION DU TRAVAIL

L'Officiel du 1^{er} janvier a publié un certain nombre d'arrêtés et de décrets dont nous donnons ci-dessous les principaux passages destinés à guider nos camarades.

1^{er} ARRÊTÉ RELATIF A LA REPARTITION DES HEURES DE TRAVAIL.

L'article 1^{er} permet aux chefs d'établissements de répartir sur cinq jours la durée hebdomadaire de travail dans tous les cas où le nombre d'heures ne dépasse pas 38 heures par semaine. Si le décret d'application de la semaine de 40 heures le permet, ce qui est le cas pour la Métallurgie et si l'établissement n'est pas en contact direct avec le public, ou si son activité ne varie pas en raison de l'intermittence ; toutefois, si la durée du travail excède 38 heures, sans dépasser 45 heures, les établissements ci-dessus pourront demander à l'inspecteur du travail l'autorisation de faire les 5x8.

Là, où la durée du travail excède 45 heures et où l'établissement est en contact direct avec le public l'inspecteur du Travail peut accorder l'autorisation des 5x8 à titre provisoire.

Enfin, le décret stipule que si des mesures antérieures au 12 novembre 1938 ont prévu des modalités spéciales de répartition des heures de travail, en raison du fonctionnement continu de certains services, elles demeurent en vigueur.

Les dispositions de l'Arrêté seront applicables jusqu'au 30 juin 1939.

2^o RECUPERATION DES HEURES DE TRAVAIL PERDUES.

Le décret du 24 mai 1938 qui fixait les modalités de récupération des heures perdues et la procédure d'autorisation des heures supplémentaires pour surcroît de travail est modifié de la façon suivante :

— Il ne fait plus état des heures supplémentaires qui sont soumises au décret du 12 novembre ; à cet effet, le décret du 24 mai comportait des dispositions importantes, maintenant supprimées, c'est ainsi qu'un chef d'établissement qui avait fait effectuer des heures supplémentaires pour surcroît de travail ne pouvait débaucher pour manque de travail dans le délai d'un mois, succédant à une période d'heures supplémentaires, le personnel habituellement employé dans les établissements ou partie d'établissement ou avait été effectués ces heures ; en outre, les travailleurs débauchés avaient la priorité, si, dans les six mois, l'établissement procédait à un réembauchage dans les mêmes catégories professionnelles.

— Le décret du 31 décembre est

muet sur ce point et ne vise que les heures perdues par suite d'interruption collective de travail qui pourront être récupérées dans les douze mois suivants.

— L'article 3 précise que le chef d'établissement ne pourra débaucher pour manque de travail dans le délai d'un mois, succédant à une période de récupération, le personnel qui a effectué ces heures, le personnel embauché temporairement ne bénéficie pas de cette disposition ; les travailleurs licenciés auront la priorité en cas de réembauchage dans les six mois ; toutefois, si, dans les trois mois qui ont suivi la récupération, le patron n'a pas débauché, il est dispensé de l'obligation du réembauchage.

— En cas de chômage prolongé, la récupération pourra être suspendue.

3^o DÉCRET RELATIF A L'ORGANISATION DU TRAVAIL PAR RELAIS ET PAR ROULEMENT ET A LA REPARTITION DU TRAVAIL SUR UNE PÉRIODE AUTRE QUE LA SEMAINE.

L'article 10, 2^e alinéa du décret du 12 novembre 1938 sur la durée du travail disait : « Quelles que soient les dispositions des conventions collectives, le travail par roulement ou par relais peut être autorisé par le ministre du travail, après consultation des organisations professionnelles intéressées. »

Le décret du 31 décembre laisse à l'inspecteur du travail le pouvoir de décider de l'autorisation à accorder et seulement à titre provisoire et après consultations des organisations patronales et ouvrières intéressées, l'autorisation définitive sera prise par un arrêté du Ministre du Travail. Souhaitons que le provisoire dont il est parlé ne se prolonge pas indéfiniment.

Sur la répartition des heures de travail ne dépassant pas en moyenne 40 heures par semaine, celle-ci pourra être faite sur une période de trois semaines au maximum avec neuf heures par jour, sauf dispositions spéciales données par l'inspecteur.

Cette deuxième innovation nous permet de supposer que l'inspecteur du travail pourra décider qu'il sera possible de faire exécuter 50 heures une semaine et 30 la suivante, la moyenne restant à 40.

Les travailleurs soumis à ce régime particulier sont garantis contre un licenciement immédiat de la façon suivante : au cours de la période à laquelle s'appliquera l'autorisation prévue et pendant le mois qui suivra, le chef d'établissement ne pourra débaucher pour manque de travail, le personnel habituellement employé dans les établissements ou partie d'établissement bénéficiaires de l'autorisation.

La Convention Collective de l'aviation à l'actualité syndicale

Le 9 août 38, celle-ci était l'objet d'un arrêté d'extension du Ministre du Travail, cet acte administratif était déferé au Conseil d'Etat par la Chambre Syndicale des Moteurs pour annulation.

Ledit Conseil, quelques mois plus tard, estimant suffisamment sérieuses les raisons invoquées par ladite Chambre Patronale, suspendait l'application de la convention aux fabricants de moteurs ; le Ministre du Travail vient de faire paraître à l'Officiel du 17 janvier, un Avis tendant au retrait de l'arrêté d'extension.

Création d'un atelier-école

Article unique. — Un atelier-école est créé à Bapaume (Pas de Calais) et sera annexé à l'école primaire publique de garçons de la ville.

(J.O. 13 décembre 1938).

Le résultat des élections prud'homales

Les élections triennales, pour le renouvellement de la moitié des Conseillers Prud'hommes, ouvriers et employés, qui se sont déroulées depuis deux mois à travers toute la France, marquent l'avance continue du Syndicalisme Chrétien.

La C.F.T.C., qui avait 89 « sortants », a présenté 346 candidats sur lesquels 136 ont été élus, soit un gain de 47 nouveaux sièges sur la C.G.T. et les groupements indépendants. Ses candidats ont réuni 39,7 p. cent des suffrages exprimés, tandis que, dans les mêmes catégories, la C.G.T. groupait 58,3 p. cent des voix, et les différents syndicats « professionnels », « neutres » et « indépendants », 1,8 p. cent des voix seulement.

Au total, la C.F.T.C. compte maintenant dans ses rangs : 273 conseillers prud'hommes contre 28 en 1920.

Parmi les succès locaux les plus intéressants, signalons ceux remportés à Paris dans la troisième catégorie du Commerce (Produits Chimiques) où trois candidats de la C.F.T.C. ont été élus par 1.645 voix contre 1.500 aux candidats de la C.G.T. qui détenait les sièges, et 119 aux candidats des Syndicats Professionnels Français.

Ces élections ont donc apporté une nouvelle preuve du caractère incontestablement représentatif du Syndicalisme Chrétien puisque les candidats de la C.F.T.C. ont obtenu un chiffre global de voix qui atteint 68 p. cent de celui des candidats de la C.G.T.

La situation du marché du travail dans les industries de la métallurgie pour l'ensemble des départements.

Aisne. — Au 16 décembre on comptait 2.106 chômeurs dont 413 pour la Métallurgie ; le 23, 2.159 dont 417 pour les métaux ; le 30, 2.395 dont 434 dans les métaux et le 7 janvier 2.694 dont 439 dans la Métallurgie.

Ardennes. — Au 16 décembre on comptait 1.581 chômeurs dont 1.104 pour la Métallurgie ; le 23, 1.590 dont 1.130 pour les métaux ; le 30, 1.750 dont 1.164 dans les métaux et le 7 janvier, 1.809 dont 1.184 dans la Métallurgie.

Bouches-du-Rhône. — Au 16 décembre on comptait 16.959 chômeurs dont 1.103 pour la Métallurgie ; au 23, 17.225 dont 1.163 pour les métaux ; au 30, 17.276 dont 1.173 dans les métaux ; le 7 janvier 17.932 dont 1.268 pour la Métallurgie.

LA CIOTAT. une société de constructions navales et plusieurs entreprises ont procédé à des licenciements, le nombre des chômeurs augmente.

Charente. — Dans la métallurgie, ateliers de chauffage, séchage et ventilation, 25 p. 100 de l'effectif chôment partiellement ; les ouvriers des ateliers de fonderie ne travaillent également que 32 heures par semaine. Par contre, les ateliers d'ajustage ont une activité régulière. Dans une fabrique de phares pour bicyclettes et vélo-moteurs, un ralentissement se manifeste comme de coutume à cette époque.

Cher. — Dans l'industrie métallurgique, notamment à Vierzon, des ouvriers licenciés ont demandé leur inscription au chômage. D'autres licenciés pour faits de grève le 30 novembre dernier, se sont fait inscrire à l'O.D. pour retrouver un emploi.

Côte-d'Or. — Dans les métaux, à la suite de récents conflits, quelques ouvriers n'ont pas été réembauchés par leurs employeurs et sont actuellement en chômage.

Doubs. — La situation est normale dans la métallurgie.

Eure-et-Loir. — Les établissements métallurgiques ont une activité normale.

Haute-Garonne. — Au 16 décembre on comptait 4.753 chômeurs dont 220 dans la Métallurgie ; le 23, 4.768 dont 221 dans les métaux ; le 30, 4.821 dont 243 dans les métaux ; et le 7 janvier, 4.846 dont 243 dans la Métallurgie.

Gironde. — Au 16 décembre on comptait 2.648 chômeurs dont 201 dans la Métallurgie ; le 23, 2.739 dont 217 dans les métaux ; le 30, 2.837 dont 231 dans les métaux et le 7 janvier 2.849 dont 247 dans la Métallurgie ; le chômage augmente dans les métaux.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, on envisage une reprise de l'activité dans les métaux en raison des récentes adjudications concernant d'importants travaux, notamment la construction de hangars métalliques.

Indre. — Dans une usine d'aviation, les ouvriers qui avaient quitté leur travail le 30 novembre, ont repris leur travail, tous, sauf quelques unités sont de nouveau occupés.

A Issoudun, une fonderie qui occupe 250 ouvriers annonce la fermeture de ses portes pour le 15 janvier prochain.

Jura. — Au 16 décembre on comptait 788 chômeurs dont 74 dans la Métallurgie ; le 23, 784 dont 103 dans les métaux ; au 30, 803 dont 176 dans les métaux et le 7 janvier 868 dont 189 dans la Métallurgie. Le placement est assez satisfaisant dans les métaux fins.

Loire. — Au 16 décembre on comptait 4.689 chômeurs dont 1.263 pour la Métallurgie, le 23, 4.957 dont 1.387 dans les métaux ; au 30, 5.103 dont 1.406 dans les métaux et au 7 janvier 5.320 dont 1.409 pour la Métallurgie ; le chômage augmente dans les métaux.

Loire-Inférieure. — Au 16 décembre on comptait 2.981 chômeurs dont 904 pour la Métallurgie ; le 23, 2.971 dont 915 dans les métaux. — L'O.D. a réembauché cette semaine 1.447 ouvriers et 17 ouvrières pour l'usine aéronautique de Château-Bougon ; au 30, 3.190 dont 1.034 dans les métaux et au 7 janvier, 3.310 dont 1.090 pour la Métallurgie ; le chômage augmente.

Haute-Marne. — Au 7 janvier on comptait 238 chômeurs dont 66 pour la Métallurgie.

Meurthe-et-Moselle. — Au 23 décembre on comptait 887 chômeurs dont 242 pour la Métallurgie ; le 30, 887 chômeurs également dont 241 pour les métaux et le 7 janvier 917 dont 212 dans la Métallurgie. La circulaire ministérielle relative au travail exigé des chômeurs en compensation de l'indemnité est en application.

Meuse. — Le chômage augmente légèrement, les offres sont rares et par suite le placement difficile dans toutes les professions.

Nord. — Au 16 décembre on comptait 37.017 chômeurs (30.016 hommes et 7.001 femmes) dont 9.927 dans la Métallurgie ; le 23, 38.559 (31.165 hommes et 7.394 femmes) ; le 30, 39.672 (32.398 hommes et 7.274 femmes) et au 7 janvier 41.873 (34.333 hommes et 7.540 femmes). Pour ces trois dernières semaines le chiffre pour la Métallurgie n'est pas donné, mais le chômage est en augmentation.

Oise. — Au 16 décembre on comptait 495 chômeurs dont 218 dans la Métallurgie ; le 23, 505 dont 288 pour les métaux ; le 30, 498 dont 227 pour les métaux et le 7 janvier 535 dont 237 pour la Métallurgie.

Orne. — Le placement est difficile dans l'industrie, par suite du manque d'offres.

Pas-de-Calais. — Au 16 décembre on comptait 8.855 chômeurs dont 994 dans la métallurgie ; le 23, 8.866 dont 994 dans les métaux ; au 30 décembre, 8.881 dont 997 dans les métaux et au 7 janvier 8.911 dont 1.011 dans la Métallurgie.

Bas-Rhin. — Au 16 décembre on comptait 1882 chômeurs (sans chiffre pour la Métallurgie) ; le 23, 1.985 dont 104 pour les métaux ; au 30, 2.262 dont 122 pour les métaux.

Le nombre de chômeurs est augmenté pour cette semaine de 600 unités ; et au 7 janvier, 2.193 dont 130 pour la Métallurgie.

Haut-Rhin. — Au 16 décembre on comptait 5.449 chômeurs dont 605 dans la Métallurgie ; le 23, 5.527 dont 610 dans les métaux ; le 30, 5.927 dont 630 dans les métaux et le 7 janvier 6.262 dont 652 dans la Métallurgie ; le chômage augmente.

Territoire de Belfort. — Au 16 décembre on comptait 220 chômeurs (sans chiffre pour la métallurgie) ; le 23, 249 ainsi que pour la semaine du 30, l'activité est réduite, les offres sont rares ; au 7 janvier 255 chômeurs dont 85 pour la Métallurgie.

Rhône. — Au 16 décembre on comptait 10.729 chômeurs dont 715 dans la Métallurgie ; le 23, 10.998 dont 1.769 dans les métaux ; le 30, 11.310 dont 1.921 dans les métaux et au 7 janvier, 11.668 dont 1.927

dans la Métallurgie ; le chômage est en augmentation.

Saône-et-Loire. — Au 16 décembre on comptait 478 chômeurs dont 299 dans la Métallurgie, le 23, 490 dont 368 dans les métaux ; le 30, 504 dont 359 dans les métaux et au 7 janvier, 564 dont 351 dans la Métallurgie.

Seine. — Le 16 décembre, le travail n'a pas encore repris dans toutes les usines, cependant l'activité est meilleure dans les métaux. Dans les ateliers de mécaniques et dans les industries de la voiture et de l'aviation, les placements augmentent pour les tourneurs, les ouvriers spécialisés et les ouvriers des machines-outils. Une légère reprise se produit au service des manœuvres.

Le 23 décembre, dans les métaux ainsi que dans l'industrie de la voiture et l'aviation, le travail ayant repris à peu près normalement, les placements augmentent pour les ajusteurs ; par contre, ils fléchissent pour les ouvriers de fonderies et les manœuvres spécialisés. Il n'y a pas de changement notable dans les entreprises d'électricité.

Le 30, une reprise sensible continue.

Le 7 janvier 1939, dans les métaux et dans les industries de la voiture et de l'aviation, l'activité reste satisfaisante et les placements ont augmenté pour les ajusteurs, les tourneurs et les ouvriers des machines-outils ; par contre les résultats sont en baisse sensible pour les manœuvres spécialisés.

Dans les entreprises d'électricité on note une amélioration pour les monteurs-installateurs, une reprise importante se produit pour les manœuvres.

Seine-Inférieure. — Le 16 décembre on comptait 7.414 chômeurs dont 701 pour la Métallurgie ; le 23, 7.501 dont 756 dans les métaux ; le 30, 7.892 dont 849 pour les métaux et au 7 janvier, 8.541 dont 869 dans la métallurgie.

Seine-et-Marne. — Le 16 décembre on comptait 1.736 chômeurs dont 79 dans la Métallurgie ; le 23, 1.994 dont 83 dans les métaux ; le 30, 2.223 dont 615 pour les métaux et le 7 janvier, 2.646 (sans chiffre pour la Métallurgie).

Seine-et-Oise. — Le 16 décembre on comptait 27.501 chômeurs dont 2.547 pour la Métallurgie, le 23, 28.309 dont 2.476 dans les métaux ; le 30, 29.229 dont 2.651 dans les métaux et le 7 janvier, 31.447 dont 2.174 pour la Métallurgie.

Somme. — Le 16 décembre on comptait 1.040 chômeurs dont 271 pour la Métallurgie ; le 23, les chiffres sont les mêmes que pour la semaine précédente ; le 30, 1.064 dont 271 dans les métaux et le 7 janvier, 1.109, chiffre sans changement pour la Métallurgie.

Var. — Le 16 décembre on comptait 905 chômeurs dont 117 pour la Métallurgie, le 23, 905 dont 117 dans les métaux ; le 30, 882 dont 107 dans les métaux et le 7 janvier, 898, dont 108 dans la Métallurgie.

Haute-Vienne. — A Limoges, le chômage est en hausse légère, cette ville dans la semaine du 16 décembre a secouru 6.575 chômeurs (sans répartition par profession) ; le 23, 6527 (sans chiffre pour la métallurgie) ; au 30 décembre, 6.710 dont 201 dans les métaux et le 7 janvier, 7.775 (sans chiffre pour la métallurgie).

Alger. — Les demandes d'emploi augmentent tandis que les offres restent rares.

STATISTIQUE du CHOMAGE TOTAL

DATES	Ensemble des Professions y compris la Métallurgie					MÉTALLURGIE SEULE						
						DEMANDES D'EMPLOI			% par rapport à l'ensemble	OFFRES D'EMPLOI		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL général	% par rapport à l'ensemble de la population	PARIS et la Seine	Autres Départem.	TOTAL	PARIS et la Seine		Autres Départem.	TOTAL	
1938												
Semaines du :												
10 au 16 Décembre	263.051	108.869	371.920	2,15	21.548	28.917	50.465	13,56	37	135	172	
17 au 23 —	269.122	109.992	379.114	2,19	23.228	29.210	52.438	15,83	61	132	193	
24 au 30 —	277.384	110.448	387.832	2,23	23.837	30.404	54.241	13,98	62	96	158	
31 Déc. au 7 Janv. 1939	292.991	111.739	404.730	2,32	24.550	30.149	54.699	13,51	56	105	161	